

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

MINISTERE DES FINANCES
ET DU BUDGET



UNION-DISCIPLINE-TRAVAIL

EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2023

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE A L'EXECUTION DU BUDGET A FIN SEPTEMBRE 2023

La présente Communication vise à faire le bilan de l'exécution du budget de l'Etat à fin septembre 2023, à travers l'analyse de la mobilisation des ressources et de l'exécution des dépenses par rapport aux objectifs arrêtés à l'issue de la mission du FMI de mars 2023.

I – MOBILISATION DES RESSOURCES

Les ressources mobilisées à fin septembre 2023 s'élèvent globalement à **7.474,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 8.149 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 91,7%.

Les réalisations de ressources comprennent **4.356,3 milliards de FCFA de recettes budgétaires** (recettes fiscales, recettes non fiscales et dons) et **3.118,4 milliards de FCFA de ressources de trésorerie** (privatisations et ventes d'actifs, remboursements par les entreprises publiques des prêts rétrocédés, emprunts sur les marchés des capitaux, emprunts-programmes et emprunts-projets).

Concernant les recettes fiscales, le niveau de recouvrement ressort à **4.063,6 milliards de FCFA** à fin septembre 2023, avec un écart négatif de 53,5 milliards de FCFA par rapport à l'objectif de 4.117 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 98,7%. Ce résultat est principalement lié aux performances moindres enregistrées dans le recouvrement des impôts et taxes ci-après :

- **les taxes sur les produits pétroliers** ont été encaissées à hauteur de **259,8 milliards de FCFA** contre un objectif de 295,3 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 35,5 milliards de FCFA. Ce résultat est essentiellement dû au niveau moins élevé que prévu de la taxation sur le gasoil (82,8 FCFA/litre pour un objectif de 107,0 FCFA/litre), ainsi qu'aux volumes mis à la consommation moindres que prévus sur le gasoil (1.086,0 millions de litres en réalisation pour un objectif de 1.144,8 millions de litres) et le super carburant (1.047,7 millions de litres en réalisation pour un objectif de 1.155,5 millions de litres) ;
- **les taxes sur les marchandises générales** ont été collectées à hauteur de **1.036,8 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.058,4 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 21,6 milliards de FCFA principalement en lien avec le niveau moins élevé que prévu des volumes à l'importation (-332,4 milliers de tonnes, notamment concernant le riz et le clinker) et la plus forte baisse qu'attendue des prix unitaires (-5,6% contre une prévision de -3,2%) ;
- **les droits d'enregistrement café-cacao** ont été mobilisés à hauteur de 57,9 milliards de FCFA, avec un écart négatif de 13,9 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 71,7 milliards de FCFA. Cet écart négatif s'explique essentiellement par un prix CAF de référence moins élevé que prévu (1.278,5 FCFA le kilogramme contre 1.517,0 FCFA le kilogramme) ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée en régime intérieur** a été recouvrée à hauteur de **474 milliards de FCFA** pour une prévision de 485 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 11 milliards de FCFA. Ce niveau de réalisation résulte principalement du retard dans la mise en œuvre du dispositif de contrôle des flux de télécommunication, ainsi que dans la finalisation du module de gestion automatisée de la TVA qui permettra un renforcement du contrôle des déductions de la TVA ;
- **la taxe sur les télécommunications** a été collectée à hauteur de **45,2 milliards de FCFA** pour une prévision de 54,9 milliards de FCFA, soit un écart négatif de 9,7 milliards de FCFA essentiellement dû au retard observé dans la mise en œuvre du dispositif de contrôle des flux de télécommunication ;
- **les impôts sur les revenus et salaires** ont été recouverts à hauteur de **536,7 milliards**, avec un écart négatif de 6,8 milliards de FCFA par rapport aux prévisions de 543,5 milliards de FCFA. Ce résultat découle particulièrement de la contreperformance enregistrée au niveau de l'ITS du secteur privé (-16,0 milliards de FCFA), en rapport avec la réalisation différée des opérations de compensation à hauteur de 14,5 milliards de FCFA avec certaines structures publiques, initialement prévues en septembre ;
- **la taxe d'Etat de l'entrepreneur (TEE) et le prélèvement de l'acompte sur le revenu du secteur informel (AIRSI)** se sont chiffrés à **21,4 milliards de FCFA** pour une prévision de 29,1 milliards de FCFA dégageant un écart négatif de 7,7 milliards de FCFA par rapport aux objectifs, provenant notamment de la baisse du taux de renouvellement des déclarations (déclarations par rapport aux assujettis) qui est passé de 73,0% à fin septembre 2022 à 62,6% à fin septembre 2023.

Toutefois, l'effet des résultats susmentionnés a été atténué par les performances enregistrées dans le recouvrement de certaines taxes. Il s'agit notamment **des revenus du pétrole et du gaz** (+17,7 milliards de FCFA), de **l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers** (+8,4 milliards de FCFA en lien avec les paiements d'IRVM par certaines entreprises avant l'échéance légale d'octobre), des **taxes à l'exportation** (+5,6 milliards

de FCFA en rapport avec un niveau plus élevé que prévu du volume des exportations de cacao et de noix de cajou (1.564,6 milliers et 910,7 milliers de tonnes pour des objectifs respectifs de 1.396,7 milliers et 727,7 milliers de tonnes), de la **taxe sur les opérations bancaires** (4,8 milliards de FCFA imputable au dynamisme de l'activité bancaire), ainsi que de la **taxe ad valorem** (+8,3 milliards de FCFA) résultant des évolutions favorables de la production (+5,3%) et du prix (+9,9%) de l'or.

S'agissant des recettes non fiscales, elles ont été recouvrées à hauteur de **114,1 milliards de FCFA** pour un objectif de 63,7 milliards de FCFA soit un écart positif de 50,4 milliards de FCFA. Ce résultat s'explique principalement par l'encaissement de 32,1 milliards de FCFA et de 6,6 milliards de FCFA respectivement au titre des commissions sur transferts hors UEMOA et des bonus de signature initialement attendus au quatrième trimestre. Les recettes non fiscales comprennent également 31,6 milliards de FCFA issus des autres recettes des services, 31,3 milliards de FCFA de revenus du domaine, 6,7 milliards de FCFA de dividendes, 5,8 milliards de FCFA pour le Fonds d'Investissement en Milieu Rural et 0,1 milliard de FCFA de redevance de téléphonie mobile.

Quant aux dons, la comptabilisation budgétaire des tirages est ressortie à **178,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 177,4 milliards de FCFA. Ils comprennent **99,9 milliards de FCFA** de dons-programmes et **78,7 milliards de FCFA** de dons-projets.

Les émissions de titres publics sur les marchés monétaire et financier ont permis de mobiliser **1.704,7 milliards de FCFA** pour une prévision de **2.285,3 milliards de FCFA**. Ce résultat s'explique par la hausse des taux directeurs de la BCEAO qui a pour conséquence le durcissement des conditions du marché des capitaux et l'amenuisement de la liquidité. Les ressources issues des émissions de titres publics comprennent 920,4 milliards de FCFA d'obligations du Trésor émises par adjudication, 490,4 milliards de FCFA de bons du Trésor et 293,7 milliards de FCFA de produits d'emprunts obligataires mobilisés par syndication (emprunts TPC).

Les transferts des entreprises, correspondants aux versements effectués par diverses entreprises en remboursement des prêts qui leur ont été rétrocédés par l'Etat, se sont situés à **11,3 milliards de FCFA** dont 9,4 milliards de FCFA provenant du Port Autonome d'Abidjan et 0,8 milliard de FCFA de Air Cote d'Ivoire.

Les produits de privatisations et de ventes d'actifs encaissés à hauteur de **0,3 milliard de FCFA**, proviennent essentiellement de la cession des parts de l'Etat dans PALMAFRIQUE.

Concernant les ressources extérieures d'emprunts, la comptabilisation budgétaire des tirages s'élève à **1.402,1 milliards de FCFA** contre un objectif de 1.491,3 milliards de FCFA. Elles comprennent **954,2 milliards de FCFA** d'emprunts-projets et **448 milliards de FCFA** d'emprunts-programmes dont 302 milliards de FCFA du FMI et 105 milliards de FCFA de l'AFD.

II – EXECUTION DES DEPENSES

A fin septembre 2023, les dépenses ont été globalement exécutées à hauteur de **7.852,7 milliards de FCFA** pour une prévision de 8.170,2 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 96,1%. Ces dépenses se déclinent comme ci-après.

Les charges financières de la dette publique ont été réglées à hauteur de **995,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 911,4 milliards de FCFA soit un dépassement de 84,2 milliards de FCFA principalement en lien avec l'augmentation continue des taux d'intérêts variables (Euribor) et l'impact du durcissement des conditions financières du marché des capitaux. Elles comprennent 545,2 milliards de FCFA au titre de la dette extérieure et 450,4 milliards de FCFA au titre de la dette intérieure.

Les dépenses de personnel ont été payées à hauteur de **1.687,3 milliards de FCFA** en ligne avec les prévisions

Les dépenses d'abonnement ont été exécutées pour **76,8 milliards de FCFA** contre une prévision de 81,9 milliards de FCFA, en rapport notamment avec le retard observé dans la transmission de certaines factures. Ces dépenses comprennent les règlements au titre des consommations d'électricité (63,5 milliards de FCFA), de téléphone (8,6 milliards de FCFA) et d'eau (4,7 milliards de FCFA).

Les autres achats de biens et services (hors dépenses liées à la Covid-19) se sont chiffrés à **540,1 milliards de FCFA** contre une prévision de 551,8 milliards de FCFA.

Les transferts (hors dépenses liées à la Covid-19, au CNS et aux élections) ont été exécutés à hauteur de **517,5 milliards de FCFA**, pour une prévision de 534,7 milliards de FCFA. Ces transferts comprennent la subvention aux écoles privées (101,3 milliards de FCFA), les bourses et pécules (79,1 milliards de FCFA), les subventions aux EPN (79,5 milliards de FCFA) et aux collectivités (21,7 milliards de FCFA).

Les dépenses liées à la gestion de la Covid-19 se sont situées à **44,6 milliards de FCFA** contre 23,4 milliards de FCFA initialement prévus, en lien avec la poursuite jusqu'en juin, des actions du plan de riposte sanitaire.

Concernant les dépenses de sécurité et d'élections, elles se sont établies à **259,7 milliards de FCFA** contre 273,9 milliards de FCFA prévus.

Quant aux **dépenses d'investissement**, elles sont ressorties à **1.965,6 milliards de FCFA** contre une prévision de 2.305,4 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 85,3%, principalement en lien avec un niveau moins élevé que projeté de l'exécution des projets financés sur C2D et sur ressources extérieures d'emprunts.

L'analyse des taux de consommation des crédits d'investissement des institutions et ministères fait ressortir que neuf (09) d'entre eux affichent des taux d'exécution inférieur à 50% et dix-huit (18) d'entre eux présentent des taux d'exécution compris entre 50% et 75% et pour dix (10) d'entre eux, le taux d'exécution est supérieur à 75%.

Enfin, les **charges de trésorerie**, qui concernent le remboursement du capital au titre de la dette publique, ont été payées à hauteur de **1.765,6 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.800,5 milliards de FCFA, soit un écart négatif de **34,9 milliards de FCFA** en raison essentiellement de la variation à la baisse de certains cours notamment le dollar US par rapport aux hypothèses initiales de prévision.

Concernant les **dépenses de lutte contre la pauvreté et de réduction des disparités sociales** ainsi que les **dépenses sociales spécifiques**, elles se sont établies respectivement à 2 452,5 milliards de FCFA et à **735,9 milliards de FCFA** à fin septembre 2023, au-dessus des différents objectifs planchers respectifs de 2 403,4 milliards de FCFA et de 700 milliards de FCFA.

Le déficit budgétaire à fin septembre 2023 ressortirait ainsi à **1.506,9 milliards de FCFA** pour une prévision de 1.899,8 milliards de FCFA et un niveau plancher annuel fixé à 2.514,1 milliards de FCFA (5,2% du PIB).

CONCLUSION

L'exécution budgétaire à fin septembre 2023 affiche un niveau relativement moins élevé que prévu de mobilisation des ressources et une bonne maîtrise de l'exécution des dépenses qui sont toujours contenues à l'intérieur des dotations. Concernant particulièrement les ressources, la performance moindre enregistrée résulte des emprunts sur les marchés monétaire et financier qui ont été affectés par le durcissement des conditions financières. Quant aux dépenses, leur niveau d'exécution est ressorti globalement inférieur aux objectifs, en particulier concernant les dépenses d'investissement.

Ces réalisations à fin septembre 2023 se traduisent par le respect des objectifs budgétaires du programme économique et financier, notamment en ce qui concerne le niveau de recouvrement des recettes fiscales et le solde budgétaire. Au quatrième trimestre, les efforts seront maintenus en vue d'améliorer la performance du recouvrement des ressources, de consolider la maîtrise des charges de fonctionnement et d'accélérer la consommation des crédits d'investissement.

Telle est l'économie de la présente Communication relative à l'exécution du budget à fin septembre 2023, soumise à l'adoption du Conseil des Ministres.

**LE MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET**

Adama COULIBALY

ANNEXE 1 : CADRAGE BUDGETAIRE (Etat de réalisation à fin septembre 2023)

(en milliards de FCFA)

| RESSOURCES | Fin septembre 2023 | | | DEPENSES | Fin septembre 2023 | | |
|--|--|---|--|---|--|---|--|
| | Budget initial (hors comptes spéciaux) | Objectifs (hors comptes spéciaux) | Réalizations (hors comptes spéciaux) | | Budget initial (hors comptes spéciaux) | Objectifs (hors comptes spéciaux) | Réalizations (hors comptes spéciaux) |
| RECETTES ET DEPENSES BUDGETAIRES | | | | | | | |
| RECETTES FISCALES (y/c FER) | 5 505,6 | 4 117,0 | 4 063,6 | CHARGES FINANCIERES DE LA DETTE PUBLIQUE | 1 167,0 | 911,4 | 995,6 |
| - DGI | 3 135,8 | 2 419,4 | 2 416,7 | Dettes intérieure | 592,2 | 430,2 | 450,3 |
| - TRESOR | 12,6 | 8,9 | 9,6 | Dettes extérieure | 574,8 | 481,3 | 545,2 |
| - DGD (hors PCS, PCC et SGS) | 2 357,2 | 1 688,7 | 1 637,3 | | | | |
| RECETTES NON FISCALES (y/c FIMR) | 115,9 | 63,7 | 114,1 | PERSONNEL | 2 241,4 | 1 687,2 | 1 687,3 |
| Recettes non fiscales Trésor | 63,1 | 27,6 | 70,4 | ACHAT DE BIENS ET SERVICES (hors CNS et élections) | 767,8 | 633,7 | 616,9 |
| Revenus du domaine DGI | 44,9 | 32,2 | 31,3 | Abonnement | 116,9 | 81,9 | 76,8 |
| Bonus de signature secteur pétrolier | 0,0 | 0,0 | 6,6 | Autres achats de biens et services | 650,9 | 551,8 | 540,1 |
| Licences de télécommunication | 0,1 | 0,0 | 0,1 | | | | |
| Fonds d'investissement en milieu rural | 7,8 | 3,9 | 5,8 | TRANSFERTS (hors Covid-19, CNS et élections) | 780,1 | 534,7 | 517,5 |
| Autres recettes non fiscales | | 0,0 | 0,0 | Subvention au secteur électricité | 21,0 | 3,5 | 0,0 |
| | | | | Autres transferts | 759,1 | 531,2 | 517,5 |
| DONS | 321,7 | 177,4 | 178,6 | DEPENSES LIEES A LA GESTION DU COVID | 10,0 | 23,4 | 44,6 |
| Dons programmes | 202,4 | 99,9 | 99,8 | Plan de riposte contre le Coronavirus | 10,0 | 23,4 | 44,6 |
| AFD (C2D) | 199,7 | 99,9 | 99,8 | | | | |
| GVT Espagnol (PCD) | | 0,0 | 0,0 | DEPENSES DE SECURITE (CNS) ET D'ELECTIONS | 212,0 | 273,9 | 259,7 |
| UE | 2,6 | 0,0 | 0,0 | Sur financement intérieur | | 273,9 | 259,7 |
| Dons projets | 119,3 | 77,6 | 78,7 | | | | |
| | | | | INVESTISSEMENT | 3 203,4 | 2 305,4 | 1 965,6 |
| | | | | - Trésor (y/c FIMR et FER) | 1 527,4 | 1 045,7 | 932,8 |
| | | | | Projets C2D et PCD | 199,7 | 139,8 | 56,6 |
| | | | | Investissement FIMR | 7,8 | 3,9 | 5,8 |
| | | | | Fonds d'Entretien Routier | 280,9 | 210,4 | 203,4 |
| | | | | Autres investissements | 1 038,9 | 691,6 | 666,9 |
| | | | | - Financement extérieur des projets | 1 676,1 | 1 259,7 | 1 032,9 |
| | | | | Emprunts-projets | 1 556,7 | 1 182,1 | 954,2 |
| | | | | Dons-projets | 119,3 | 77,6 | 78,7 |
| TOTAL DES RECETTES BUDGETAIRES | 5 943,2 | 4 358,2 | 4 356,3 | TOTAL DES DEPENSES BUDGETAIRES | 8 381,7 | 6 369,7 | 6 087,1 |
| RESSOURCES ET CHARGES DE TRESORERIE | | | | | | | |
| Privatisation et ventes d'actifs | 4,5 | 0,0 | 0,3 | Amortissement de la dette publique | 2 576,5 | 1 800,5 | 1 765,6 |
| Transfert des entreprises/dette rétrocédée | 29,2 | 14,3 | 11,3 | Dettes intérieure | 1 486,5 | 1 116,1 | 1 122,8 |
| | | | | Dettes extérieure | 1 089,9 | 684,4 | 642,8 |
| Emprunts sur marchés monétaire et financier | 3 104,6 | 2 285,3 | 1 704,7 | | | | |
| Emprunts obligataires | | 1 216,9 | 293,7 | | | | |
| Bons et obligations du Trésor | | 1 068,3 | 1 411,0 | | | | |
| Eurobonds | 540,0 | 0,0 | 0,0 | | | | |
| Autres emprunts à moyen et long termes (titrisations) | | | | | | | |
| Emprunts programmes | 320,0 | 309,2 | 448,0 | | | | |
| FMI | | 309,2 | 302,0 | | | | |
| Banque Mondiale | | 0,0 | 0,0 | | | | |
| Banque Africaine de Développement | | 0,0 | 0,0 | | | | |
| AFD (Autre appui budgétaire) | | 0,0 | 105,0 | | | | |
| JICA | | | 41,0 | | | | |
| Emprunts-projets | 1 556,7 | 1 182,1 | 954,2 | | | | |
| TOTAL DES RESSOURCES DE TRESORERIE | 5 015,0 | 3 790,8 | 3 118,4 | TOTAL DES CHARGES DE TRESORERIE | 2 576,5 | 1 800,5 | 1 765,6 |
| TOTAL GENERAL DES RESSOURCES | 10 958,2 | 8 149,0 | 7 474,7 | TOTAL GENERAL DES DEPENSES | 10 958,2 | 8 170,2 | 7 852,7 |

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGBF

ANNEXE 2

EVOLUTION DES RECETTES FISCALES BUDGETAIRES (Etat de réalisation à fin septembre 2023)

En milliards de FCFA

| LIBELLES | SEPTEMBRE 2023 | | |
|---|-----------------------|-----------------------|---------------------|
| | Objectif | Réalisation | Ecart (Real-Obj) |
| RECETTES FISCALES BUDGETAIRES | 4 117,0 | 4 063,6 | -53,5 |
| <u>DGI</u> | <u>2 419,4</u> | <u>2 416,7</u> | <u>-2,7</u> |
| Impôts directs | 1 408,8 | 1 422,5 | 13,7 |
| Impôts sur bénéfiques | 734,6 | 747,3 | 12,7 |
| BIC pétrole et gaz | 63,3 | 75,6 | 12,3 |
| - BIC pétrole | 25,7 | 36,0 | 10,2 |
| - BIC gaz | 37,5 | 39,6 | 2,0 |
| Autres impôts directs hors pétrole et gaz | 1 345,6 | 1 347,0 | 1,4 |
| - BIC hors pétrole | 630,0 | 642,0 | 12,1 |
| - Impôt synthétique et AIRSI | 29,1 | 21,4 | -7,7 |
| - Taxe de la Micro Entreprise (TME) | 12,3 | 8,3 | -3,9 |
| - Impôts sur revenus et salaires | 535,5 | 528,1 | -7,3 |
| - Impôts sur revenus capitaux mobiliers/IRC | 138,7 | 147,1 | 8,4 |
| Impôts indirects | 1 010,5 | 994,1 | -16,4 |
| TVA (hors part secteur électricité) | 485,0 | 474,0 | -11,0 |
| TOB | 80,4 | 85,6 | 5,2 |
| Taxe sur boissons et tabacs | 66,4 | 66,8 | 0,4 |
| Droits d'enregistrement et de timbre | 177,5 | 169,1 | -8,5 |
| <i>dont enregistrement café cacao</i> | 71,7 | 57,9 | -13,9 |
| Patentes et Licences | 46,4 | 45,6 | -0,9 |
| Taxe d'exploitation pétrolière | 11,0 | 15,4 | 4,5 |
| Taxe d'exploitation du gaz | 16,0 | 17,0 | 1,0 |
| Taxe sur les télécommunications | 54,9 | 45,2 | -9,7 |
| Taxe spéciale sur les consommations téléphoniques | 25,5 | 21,5 | -4,0 |
| Taxe sur les produits de parfumeries et cosmétiques | 1,7 | 1,4 | -0,2 |
| Taxe ad valorem | 43,4 | 51,7 | 8,3 |
| Accises et autres taxes indirectes | 2,3 | 0,9 | -1,5 |
| <i>dont Taxe pour le développement touristique</i> | 2,0 | 0,8 | -1,3 |
| <u>TRESOR</u> | <u>8,9</u> | <u>9,6</u> | <u>0,7</u> |
| Impôts directs | 8,0 | 8,6 | 0,6 |
| Impôts sur revenus et salaires | 8,0 | 8,6 | 0,6 |
| Impôts indirects | 0,9 | 1,0 | 0,1 |
| Timbres et vignettes | 0,9 | 1,0 | 0,1 |
| <u>DGD (hors PCC, PCS et RPI)</u> | <u>1 688,7</u> | <u>1 637,3</u> | <u>-51,5</u> |
| Droits et taxes à l'importation | 1 353,7 | 1 296,6 | -57,1 |
| Taxes sur produits pétroliers | 295,3 | 259,8 | -35,5 |
| Taxes hors produits pétroliers (hors RPI, PCS et PCC) | 1 058,4 | 1 036,8 | -21,6 |
| Taxes à l'exportation | 335,0 | 340,7 | 5,6 |

Source : DGI, DGD, DGTCP, DGB

ANNEXE 3 : Situation de la capacité d'absorption des dépenses d'investissement des Institutions et Ministères (hors dépenses de sécurité et d'élections)

(en FCFA)

| INSTITUTIONS/ MINISTERES | Dotation 2023 | Exécution fin septembre 2023 | Taux d'exécution fin septembre 2023 |
|--|--------------------------|------------------------------|-------------------------------------|
| Ministère de la Culture et de la Francophonie | 663 134 732 | 127 323 875 | 19,2% |
| Primature et Services Rattachés | 82 221 839 327 | 26 589 555 767 | 32,3% |
| Ministère de l'Enseignement Technique, de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage | 70 609 443 557 | 24 618 865 973 | 34,9% |
| Ministère des Ressources Animales et Halieutiques | 7 189 926 954 | 2 634 083 625 | 36,6% |
| Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant | 4 411 881 269 | 1 637 948 210 | 37,1% |
| Ministère de la Santé, de l'Hygiène Publique et de la Couverture Maladie Universelle | 401 012 648 735 | 169 832 055 354 | 42,4% |
| Ministère du Commerce et de l'Industrie | 3 677 075 925 | 1 653 312 821 | 45,0% |
| Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie | 148 595 431 295 | 67 354 280 757 | 45,3% |
| Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier | 447 321 990 006 | 214 059 821 121 | 47,9% |
| Représentation Nationale | 1 500 000 000 | 780 000 000 | 52,0% |
| Cour de Cassation | 250 000 000 | 130 000 000 | 52,0% |
| Cour des Comptes | 1 000 000 000 | 520 000 000 | 52,0% |
| Ministère de l'Economie, du Plan et du Développement | 18 892 816 508 | 9 922 254 063 | 52,5% |
| Ministère d'Etat, Ministère de la Fonction Publique et de la Modernisation de l'Administration | 2 308 774 959 | 1 281 283 330 | 55,5% |
| Ministère d'Etat, Ministère de la Défense | 41 757 000 248 | 23 222 772 718 | 55,6% |
| Ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique | 62 765 326 197 | 36 989 956 983 | 58,9% |
| Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme | 20 055 016 073 | 11 894 637 786 | 59,3% |
| Ministère de l'Hydraulique, de l'Assainissement et de la Salubrité | 244 510 531 552 | 145 464 236 524 | 59,5% |
| Ministère des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et des Ivoiriens de l'Extérieur | 7 594 220 067 | 4 543 496 140 | 59,8% |
| Ministère de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme | 36 459 833 944 | 22 425 994 361 | 61,5% |
| Ministère de la Communication | 408 996 418 | 254 030 137 | 62,1% |
| Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation | 96 479 996 699 | 60 950 110 267 | 63,2% |
| Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité | 172 201 553 231 | 109 598 969 764 | 63,6% |
| Ministère d'Etat, Ministère de l'Agriculture, du Développement Rural et des Productions Vivrières | 223 569 775 204 | 146 638 716 782 | 65,6% |
| Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique | 27 860 924 856 | 18 914 859 209 | 67,9% |
| Ministère des Transports | 336 889 730 196 | 232 823 153 415 | 69,1% |
| Ministère de l'Emploi et de la Protection Sociale | 19 629 514 481 | 13 858 353 096 | 70,6% |
| Ministère de la Transition Numérique et de la Digitalisation | 9 025 950 000 | 7 289 550 000 | 80,8% |
| Ministère des Eaux et Forêts | 14 482 094 486 | 11 835 466 447 | 81,7% |
| Présidence de la République | 202 007 024 956 | 167 729 024 956 | 83,0% |
| Ministère des Finances et du Budget (hors dépenses communes) | 140 028 143 413 | 124 557 768 793 | 89,0% |
| Ministère de la Cohésion Nationale, de la Solidarité et de la Lutte Contre la Pauvreté | 56 379 774 453 | 52 095 604 441 | 92,4% |
| Ministère du Tourisme et des Loisirs | 16 868 719 056 | 16 281 808 185 | 96,5% |
| Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique | 55 825 305 454 | 54 744 983 259 | 98,1% |
| Ministère du Patrimoine, du Portefeuille de l'Etat et des Entreprises Publiques | 2 000 000 000 | 1 973 852 204 | 98,7% |
| Ministère délégué auprès du Premier Ministre, Ministre des Sports et du Cadre de Vie, chargé des Sports et du Cadre de Vie | 10 871 998 136 | 10 787 109 973 | 99,2% |
| Commission Electorale Indépendante | 111 000 000 | 111 000 000 | 100,0% |
| Total hors dépenses communes et comptes spéciaux | 2 987 437 392 387 | 1 796 126 240 336 | 60,1% |
| Dépenses communes | 742 864 424 682 | 3 277 942 001 | 0,4% |
| Compte spéciaux | 220 647 600 000 | 166 232 210 620 | 75,3% |
| Total Général | 3 950 949 417 069 | 1 965 636 392 957 | 49,8% |

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 4 : Situation d'exécution des dépenses pro-pauvres à fin septembre 2023

(en FCFA)

| DOMAINES | 2022 | | 2023 | |
|---|--------------------------|--------------------------|--------------------------|---------------------------|
| | Réalisation | Objectif annuel | Objectif septembre | Exécution à fin septembre |
| 01 Agriculture et développement rural | 120 111 938 072 | 87 248 464 971 | 65 436 348 728 | 85 976 666 097 |
| 01.0 Administration générale | 23 106 019 043 | 15 229 808 156 | 11 422 356 117 | 17 985 311 750 |
| 01.1 Programme de développement et de promotion de l'agriculture | 35 927 796 582 | 21 894 857 871 | 16 421 143 403 | 24 814 679 858 |
| 01.2 Formation et encadrement | 43 871 305 307 | 34 694 604 346 | 26 020 953 260 | 32 121 619 234 |
| 01.3 Aménagement hydro-agricole | 7 359 369 140 | 7 607 194 598 | 5 705 395 949 | 5 295 055 255 |
| 01.4 Autres investissements en milieu rural (FIMR) | 9 847 448 000 | 7 822 000 000 | 5 866 500 000 | 5 760 000 000 |
| 02 Ressources Halieutiques et Production Animale | 17 051 541 769 | 17 393 707 398 | 13 045 280 549 | 9 807 615 713 |
| 02.0 Administration générale / formation et encadrement | 9 363 709 814 | 9 681 335 537 | 7 261 001 653 | 7 638 552 749 |
| 02.1 Appui à l'élevage et à la production laitière | 3 701 967 873 | 2 596 731 403 | 1 947 548 552 | 350 080 685 |
| 02.2 Pêche et aquaculture | 3 985 864 082 | 5 115 640 458 | 3 836 730 344 | 1 818 982 279 |
| 03 Education | 1 642 230 073 897 | 1 674 134 569 012 | 1 261 156 440 672 | 1 213 556 817 324 |
| 03.0 Administration générale | 106 548 131 810 | 104 771 810 380 | 78 578 857 785 | 82 178 571 891 |
| 03.1 Education préscolaire et enseignement primaire | 630 717 301 744 | 658 700 022 342 | 504 351 976 475 | 501 714 518 359 |
| 03.2 Alphabétisation | 458 806 370 | 660 000 000 | 495 000 000 | 14 647 210 |
| 03.3 Secondaire général, technique et professionnel | 579 341 251 855 | 640 586 742 896 | 475 668 611 367 | 406 645 887 984 |
| 03.4 Enseignement supérieur et recherche scientifique | 325 164 582 118 | 269 415 993 394 | 202 061 995 046 | 223 003 191 880 |
| 04 Santé | 469 366 284 796 | 640 347 904 075 | 425 767 600 476 | 442 848 681 768 |
| 04.00 Administration générale santé | 236 131 472 366 | 286 970 245 048 | 179 519 751 846 | 212 538 310 552 |
| 04.01 Système de santé primaire | 90 608 100 187 | 167 454 257 280 | 109 307 792 172 | 80 964 445 686 |
| 04.02 Soins de santé préventive (programme élargi de vaccination) | 4 935 706 143 | 2 100 000 000 | 1 575 000 000 | 3 071 491 626 |
| 04.03 Programme de lutte contre les pathologies et les endémies | 31 581 742 858 | 73 702 856 966 | 55 277 142 725 | 69 768 033 734 |
| 04.04 Santé infantile, maternelle et nutrition | 31 696 859 340 | 16 318 459 173 | 9 736 349 527 | 9 533 484 314 |
| 04.05 VIH/SIDA | 21 662 464 166 | 40 864 518 862 | 30 648 389 147 | 27 629 891 457 |
| 04.06 CHU et Institutions médico-spécialisés | 52 749 939 736 | 52 937 566 746 | 39 703 175 060 | 39 343 024 399 |
| 05 Eau et Assainissement | 139 677 717 013 | 140 402 979 771 | 110 987 751 375 | 165 795 861 765 |
| 05.1 Accès à l'eau potable et assainissement | 69 527 653 657 | 97 698 330 674 | 78 959 264 553 | 80 483 469 922 |
| 05.2 Protection de l'environnement et lutte contre la pollution | 70 150 063 356 | 42 704 649 097 | 32 028 486 823 | 85 312 391 843 |
| 06 Energie | 178 812 789 024 | 154 682 047 594 | 101 021 282 610 | 69 504 838 194 |
| 06.1 Accès à l'électricité | 178 812 789 024 | 154 682 047 594 | 101 021 282 610 | 69 504 838 194 |
| 07 Routes et ouvrages d'art | 470 001 503 779 | 382 661 668 227 | 258 424 216 362 | 221 642 280 752 |
| 07.1 Entretien pistes rurales | 16 685 284 882 | 13 958 465 989 | 10 468 849 492 | 739 906 590 |
| 07.2 Constructions d'ouvrages d'art | 141 353 631 162 | 85 873 320 155 | 54 404 990 116 | 110 625 482 246 |
| 07.3 Autres travaux routiers | 311 962 587 735 | 282 829 882 083 | 193 550 376 754 | 110 276 891 916 |
| 08 Affaires Sociales | 82 285 150 023 | 76 079 463 101 | 59 084 502 541 | 87 910 905 465 |
| 08.0 Administration générale | 15 097 318 422 | 17 348 574 311 | 13 011 430 733 | 12 114 247 145 |
| 08.1 Formations destinées aux femmes | 2 099 446 597 | 3 387 589 666 | 2 540 692 250 | 1 235 808 204 |
| 08.2 Orphelinats, pouponnières et centres sociaux | 29 162 021 469 | 27 811 274 085 | 20 858 455 564 | 19 115 105 926 |
| 08.3 Formation au personnel d'appui | 1 495 787 362 | 1 698 450 843 | 1 273 838 132 | 1 196 869 382 |
| 08.4 Prise en charge des indigents, des victimes de guerre et de catastrophes | 34 430 576 173 | 25 833 574 196 | 21 400 085 862 | 54 248 874 808 |
| 09 Décentralisation | 120 052 024 056 | 110 285 002 571 | 82 713 751 928 | 101 988 762 416 |
| 09.1 Décentralisation | 120 052 024 056 | 110 285 002 571 | 82 713 751 928 | 101 988 762 416 |
| 10 Reconstructions et réhabilitations | 20 861 762 143 | 12 157 507 577 | 9 118 130 683 | 5 150 671 995 |
| 10.1 Reconstruction et réhabilitation | 822 836 570 | 2 124 814 737 | 1 593 611 053 | 285 644 200 |
| 10.2 Habitat et logement sociaux | 20 038 925 573 | 10 032 692 840 | 7 524 519 630 | 4 865 027 795 |
| 11 Autres domaines de lutte contre la pauvreté | 44 924 256 066 | 22 179 457 544 | 16 634 593 158 | 48 359 942 036 |
| 11.1 Promotion et insertion des jeunes | 36 551 963 836 | 17 276 330 557 | 12 957 247 918 | 42 458 362 599 |
| 11.3 Développement du tourisme et de l'artisanat | 8 372 292 230 | 4 903 126 987 | 3 677 345 240 | 5 901 579 437 |
| TOTAL | 3 305 375 040 638 | 3 317 572 771 841 | 2 403 389 899 082 | 2 452 543 043 525 |

Source : SIGOBE/DGBF

ANNEXE 5 : TABLEAU DE SUIVI DES DEPENSES SOCIALES SPECIFIQUES SUR FINANCEMENT ETAT A FIN SEPTEMBRE 2023

(en FCFA)

| ACTIVITES | Objectif annuel 2023 retenu | Objectif fin septembre2023 | Total exécution à fin septembre 2023 |
|--|--------------------------------|-------------------------------|---|
| PROTECTION SOCIALE | 27 073 821 950 | 19 219 026 700 | 26 039 679 481 |
| Programme multisectoriel d'appui au système national des filets sociaux | 8 666 000 000 | 7 428 000 000 | 12 223 480 801 |
| Programme régional pour l'autonomisation des femmes et le dividende démographique dans le sahel | 280 000 000 | 240 000 000 | 398 783 680 |
| Soutien aux indigents pour l'accès à la CMU | 13 200 000 000 | 7 920 000 000 | 9 240 000 000 |
| Appui à l'opérationnalisation de la CMU | 4 927 821 950 | 3 631 026 700 | 4 177 415 000 |
| SANTE | 268 835 827 540 | 192 544 822 935 | 202 152 651 328 |
| Personnel santé fonctionnaire | 216 160 852 639 | 159 276 417 734 | 174 777 806 821 |
| Renforcer les capacités d'intervention des CHR | 1 057 795 822 | 668 081 572 | 484 270 089 |
| Renforcer les capacités d'intervention des HG | 2 393 809 970 | 1 511 879 981 | 734 722 815 |
| Renforcer les capacités d'intervention des CSU et CSR | 3 233 278 428 | 2 042 070 586 | 775 386 561 |
| Renforcer les capacités d'intervention des CHU | 6 578 750 000 | 4 155 000 000 | 4 619 375 000 |
| Gratuité des soins ciblée (paludisme, accouchement, césarienne, etc.) et évacuation sanitaire | 19 475 000 000 | 12 300 000 000 | 5 103 839 500 |
| Structures sanitaires spécialisées (SAMU, CNIS, CNOR, ICA, CNPTIR, etc.) | 15 279 105 332 | 9 649 961 262 | 11 346 229 663 |
| Approvisionnement en médicaments | 4 657 235 350 | 2 941 411 800 | 4 311 020 879 |
| EDUCATION | 647 515 316 083 | 483 253 800 895 | 501 835 677 958 |
| Gestion des écoles préscolaires, primaires et secondaires (COGES) | 17 497 508 681 | 12 892 901 133 | 18 418 430 190 |
| Education primaire et préscolaire | 598 179 229 375 | 443 070 690 024 | 482 895 465 865 |
| Programme de cantines scolaires | 1 782 685 800 | 1 528 016 400 | 50 712 255 |
| Acquisition et distribution de kits et manuels scolaires et malettes pédagogiques | 10 850 000 000 | 9 300 000 000 | 0 |
| Appui à la prise en charge des frais de scolarité dans les écoles primaires privés Laïcs et confessionnelles | 6 544 645 100 | 5 609 695 800 | 5 240 340 000 |
| Personnel préscolaire et primaire fonctionnaire | 579 001 898 475 | 426 632 977 824 | 477 604 413 610 |
| Enseignement technique et formation professionnelle | 31 838 578 028 | 27 290 209 738 | 521 781 903 |
| Mise en oeuvre de l'Ecole de la Seconde Chance | 2 800 000 000 | 2 400 000 000 | 0 |
| Prise en charge des frais de scolarité des élèves affectés dans les établissements du secondaire technique privé | 5 640 285 000 | 4 834 530 000 | 0 |
| Appui au fonctionnement de l'AGEFOP et de l'IPNEPT | 578 293 028 | 495 679 738 | 521 781 903 |
| Appui à la formation professionnelle à travers le FDFP | 22 820 000 000 | 19 560 000 000 | |
| EMPLOI DES JEUNES | 5 789 310 020 | 4 962 265 731 | 5 859 706 849 |
| Programme Emploi Jeunes | 4 900 000 000 | 4 200 000 000 | 4 900 000 000 |
| Projet de création d'emplois jeunes et de développement des compétences | 411 040 000 | 352 320 000 | 562 144 000 |
| Promotion de la jeunesse et de l'emploi des jeunes | 231 000 000 | 198 000 000 | 231 332 232 |
| Appui au fonctionnement de l'Agence Emploi Jeune | 247 270 020 | 211 945 731 | 166 230 617 |
| TOTAL | 949 214 275 593 | 699 979 916 260 | 735 887 715 616 |

Source : SIGOBE/DGBF